

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone

N°06 (du 7 au 13 février 2011)

La crise politique

◆ **Médiation de la Sadc : Leonardo Simão peaufine sa stratégie avant son retour à Madagascar, dont la date n'est pas encore fixée.** «*Nous faisons le bilan en interne des actions accomplies* », a-t-il déclaré. Il indique que Marc Ravalomanana et Didier Ratsiraka n'ont pas encore remis leurs contre-propositions à la feuille de route présentée le 31 janvier. Le dernier mot appartiendra au GIC, composé des représentants de la Sadc, de l'UA, des Nations Unies et de la France à travers l'OIF. Le texte est actuellement examiné par le secrétariat exécutif de la Sadc après avoir été soumis au Sommet de la Troïka de la Sadc. Il sera ensuite transmis à l'UA. Les partisans du régime manifestent leur impatience et mettent en cause la mauvaise volonté des opposants, qui veulent encore discuter du texte. L'incertitude qui règne sur l'adoption de la feuille de route est mise à profit par les 3 mouvances pour tenter de revenir sur le devant de la scène, après le revirement inattendu de la médiation, dont les propositions sont jugées favorables au régime, au nom sans doute de la « *realpolitik* ». La mouvance Zafy est en pointe de la contestation, elle annonce la préparation de 2 contre-projets de Constitution. Le « *mouvement des ecclésiastiques* », a refait surface en organisant un rassemblement très politique, en présence de militants des 3 mouvances. La gestation du nouveau gouvernement se prolonge et la course au poste de Premier ministre reste ouverte. Les tractations se poursuivent. Camille Vital défend son bilan et espère conserver son poste. La clé de répartition des sièges à créer au sein du Parlement continue à poser problème. La session extraordinaire du Parlement qui était sensée statuer en février sur la question de l'amnistie n'a toujours pas été programmée. 350 membres désignés grassement payés à rien faire, écrit *La Gazette*. Andry Rajoelina a promis une représentation de l'association des victimes du 7 février (AV7), qui le soutient et le presse à se présenter à la présidentielle.

◆ **La pression s'intensifie pour qu'Andry Rajoelina se déclare candidat à la présidentielle.** Mais il refuse toujours de se prononcer clairement. Entre l'aspiration des militants du mouvement populaire dont il a été le meneur et l'exigence de la communauté internationale en contrepartie de sa reconnaissance du régime transitoire, Andry Rajoelina balance.

◆ **Norbert Ratsirahonana justifie sa participation au changement de régime et fustige l'opposition.** Après une longue période de silence, le conseiller spécial du président menace : « *les politiciens qui font obstacle à la mise en place des institutions [de la Transition] sont responsables de l'éventuelle non-obtention de la reconnaissance internationale* ». Il juge sa participation à la prise de pouvoir d'Andry Rajoelina comme « *un acte de patriotisme. [...] Il n'y a eu ni corruption ni monnayage dans ce changement de régime* », contrairement à ce qu'affirme Marc Ravalomanana. Si c'était à refaire, « *il le referait* ».

◆ **Une délégation d'experts en élection de l'OIF rencontre la CENI.** Pour le président de la CENI, qui est à l'origine de la venue de cette délégation conduite par le général Liaka Sangaré, délégué général aux élections du Mali et ancien président de la CENI de Guinée, « *cette visite de la délégation est importante dans le sens où elle nous permettra d'organiser de bien meilleures élections. De plus, il y a des normes internationales à suivre, qui nous garantiront la reconnaissance* ». Hugo Saada, délégué général de l'Organisation ne cache pas son optimisme quant à la reconnaissance internationale. L'OIF, alliée à la COI, appui la feuille de route de Leonardo Simão. Les Nations Unies poursuivent leurs consultations en vue d'établir un calendrier électoral accepté par tous.

◆ **Le ministre de la fonction publique limogé.** En l'absence de communiqué officiel, le directeur de la communication de la Présidence a évoqué des pistes sur le mobile de sa mise à l'écart. « *L'option d'un limogeage, la veille d'un remaniement, devrait avoir des motifs graves pour être retenue. À savoir, l'escroquerie, le détournement ou encore l'usage de faux et la trahison* », explique-t-il. Certains évoquent des pressions exercées un opérateur indo-pakistanaï pour le compte de l'association Fitia de l'épouse d'Andry Rajoelina. La presse espère qu'une enquête sera ouverte et que la Transition saura mettre un terme à la culture de l'impunité. Le ministre, pas plus que ses collègues, n'a consenti à faire une déclaration de patrimoine. Une autre piste serait l'incapacité du ministre à régler le dossier des expatriées au Liban.

Droits humains, gouvernance

◆ **La réconciliation nationale préalable à tout scrutin, préconisée par Zafy Albert, fait toujours débat.** *Tribune* estime que « *toute démarche aboutissant à une amnistie d'hommes politiques ne ferait que pérenniser le cycle de crises politiques, si elle devait faire l'impasse sur la recherche et la révélation publique de la vérité sur leurs turpitudes et leurs égarements* ». Le quotidien ajoute que la Justice a pour vocation de redresser les torts et de protéger les victimes, la société et même les délinquants, mais pas de réconcilier. Il se prononce donc pour une démarche « *Vérité et Réconciliation* » pour permettre aux victimes de faire leur deuil des événements et « *d'exprimer leurs émotions, leur douleur, leur colère* ». Les « *Raiamandreny Mijoro* », insistent sur l'urgence d'une réconciliation nationale, qui « *ne devrait pas attendre la formalisation de la feuille de route* ». Le retour des deux anciens présidents devrait également contribuer à l'apaisement, juge pour sa part Manandafy Rakotonirina, qui a effectué une démarche dans ce sens auprès de l'ONU.

- ◆ **L'anniversaire de la tuerie du 7 février 2009 relance la polémique sur les responsables du drame.** Les partisans de Marc Ravalomanana et ceux d'Andry Rajoelina ont demandé chacun l'ouverture d'une enquête internationale mais la communauté internationale n'a pas donné suite. Le verdict condamnant par contumace Marc Ravalomanana et 14 co-inculpés à la réclusion criminelle à perpétuité a laissé un goût d'inachevé. Les révélations récentes de deux personnages clés des événements devraient conduire à rouvrir le dossier mais ce n'est sans doute pas l'intérêt du régime, qui s'en tient à la version officielle. Monja Roindefo, homme clé du 7 février 2009, n'est plus certain de la provenance des tirs. « *Chacun doit apporter des preuves* » affirme-t-il. Il déclare qu'un tribunal impartial devrait être monté et s'est dit « *prêt à répondre de ses actes* ». La ministre de la Justice ne verrait plus d'obstacle à la saisine du TPI par les membres de l'AV7. Une position contraire à celle qu'elle avait prise lorsque le lieutenant-colonel Andrianasoavina avait fait la même demande. Mais la presse doute de l'aboutissement de cette requête, du fait du désintérêt de la communauté internationale, qui a d'autres préoccupations.
- ◆ **Justice & Paix, liée à l'Eglise catholique, réclame la mise en place d'un tribunal pour juger l'affaire du 7 février 2009.** Elle appelle toutes les personnes possédant des informations à se manifester. Elle demande également que soient jugées les affaires des 11 février 1975 [*assassinat du colonel Richard Ratsimandrava*] et du 29 mars 1947 [*insurrection contre la puissance coloniale*]
- ◆ **Fetison Andrianirina et ses 2 co-inculpés condamnés à des peines de prison avec sursis :** après près de 3 mois d'emprisonnement tumultueux, 2 reports et 6 demandes de liberté provisoire infructueuses, les 3 leaders ont comparu à la barre dans une ambiance tendue. Ils étaient poursuivis pour refus d'obtempérer quand les forces de l'ordre ont dispersé les manifestants, d'avoir fait appel à la violence et d'avoir participé à une manifestation non autorisée. Le verdict a été jugé plutôt modéré mais la défense a dénoncé la partialité du tribunal, qui ne s'est pas saisie d'office de l'affaire des pillages du 26 janvier 2009. « *Si on se réfère à ce dossier que nous traitons, ceux qui sont actuellement au pouvoir auraient dû faire l'objet d'emprisonnement* », a-t-elle ajouté. Le chef de délégation de la mouvance Ravalomanana et ses compagnons ont rejoint le meeting quotidien des partisans de l'ancien chef de l'Etat, où ils ont été accueillis en héros. Les avocats ont annoncé leur intention de faire appel. Fetison Andrianirina a exigé la libération des autres détenus politiques, tout en tenant un discours rassembleur. Il a démenti l'existence de tractations en vue de son intégration dans le prochain gouvernement d'union. 16 autres opposants ont également été condamnés à des peines de 6 à 12 mois d'emprisonnement avec sursis.
- ◆ **Le procès des journalistes de Radio Fahazavana renvoyé au 12 avril.** Les 10 employés de la station appartenant à la Fjkm ont recouvré provisoirement la liberté le 7 septembre 2010, après avoir été placés sous mandat de dépôt le 27 mai.
- ◆ **Flambée des prix du riz.** Andry Rajoelina critique l'inefficacité de la méthode de gestion des ministres concernés pour maîtriser la hausse des prix. Il évoque « *des errements dans l'exécution des consignes données lors du Conseil des ministres concernant la vérification physique de tous les stocks de riz existants actuellement dans le pays* ». Il en est de même pour « *des défaillances flagrantes dans la distribution du riz à 1.180 Ar le kilo* ». Un Conseil restreint doit lui soumettre en urgence des solutions. Le président a mis en cause les opérateurs qui spéculent. *La Gazette* affirme que Marc Ravalomanana est en relation avec de grands spéculateurs, afin de tenter de provoquer une explosion sociale. Une cargaison de 30.000 tonnes de riz est en cours de débarquement. L'insécurité alimentaire dans le sud du pays alimente toujours la chronique. Les Nations Unies décrivent une situation alarmante qui touche 720.000 personnes.
- ◆ **Climat d'insécurité :** les armes de guerre utilisées appartiennent à l'armée. Le mode opératoire de certains bandits laisse penser qu'il pourrait s'agir d'éléments ou d'anciens éléments des forces de l'ordre.
- ◆ **Les médias épinglés par le Centre d'Etudes sur les Conflits,** qui dénonce le non-respect de l'éthique professionnelle des journalistes. « *L'information, mauvaise et superficielle, combinée au parti pris politique, pourrait bien alimenter la ténacité et la longévité de l'impasse politique actuelle. Cela n'a certainement pas aidé à éclairer le public au sujet de ses causes et des solutions possibles* ». Les médias « *sont des instruments de propagande* », ou « *n'ont qu'une orientation commerciale* ». Le rapport pointe aussi du doigt le manque de protection des journalistes, ainsi que leurs ressources limitées : « *Tous ces facteurs inhibent les journalistes dans l'accomplissement de leur travail, particulièrement en période d'instabilité* ».
- ◆ **Rapatriement des employées de maison expatriées au Liban.** Le consul de Madagascar a dû faire face à l'afflux d'une centaine de femmes malgaches ayant appris qu'un appareil allait effectuer quelques dizaines de rapatriements, d'autres se sont présentées au centre des migrants de Caritas. Le consul n'aurait encore reçu aucune demande officielle son gouvernement. Il alerte les autorités sur le fait que les dossiers devront être étudiés au cas par cas et qu'un rapatriement massif n'est pas envisageable : il faudrait verser des dédommagements importants aux employeurs et aux agences de placement.

Actualité économique et sociale

- ◆ **Blanchiment d'argent : Madagascar sur une liste noire américaine.** Certaines représentations diplomatiques africaines aux USA seraient dans le collimateur des autorités qui les soupçonnent de blanchiment d'argent. Madagascar figurerait sur la liste. Les raisons demeurent obscures mais la presse laisse entendre que des responsables hauts placés de la Transition pourraient être impliqués.